

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2012)
Heft: 5

Artikel: Guerre et intervention de la FORPRONU en Bosnie, 1991-1995
Autor: Grand, Julien
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-514685>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Un véhicule de transport de troupes blindé
Sisu du NORLOGB dans l'Ouest de Sarajevo,
entre l'aéroport et le centre-ville.

International

Guerre et intervention de la FORPRONU en Bosnie, 1991 – 1995

Cap Julien Grand

Rédacteur adjoint, RMS+

La chute du Mur de Berlin engendre la fin de la guerre froide et une redistribution des cartes au niveau international. Dans ce nouveau contexte, la Yougoslavie communiste se disloque et sombre dans des années de guerres et de destructions. Dès 1992, la Bosnie-Herzégovine devient le théâtre d'un conflit ethnique très dur où s'affrontent de multiples acteurs aux buts et moyens différents. Dans cette situation quasi inextricable, la communauté internationale intervient par le biais de l'ONU avec une force de protection (FORPRONU), d'abord engagée en Croatie et dont le mandat sera ensuite élargi à la Bosnie. Cette intervention se place dans le nouveau contexte international des opérations de maintien de la paix de seconde génération qui connaît une expansion dans les années 1980 et 1990. La présente contribution vise à analyser les belligérants ainsi que l'échec de la communauté internationale dans cette opération.

Historique du conflit bosniaque

L'histoire des Balkans est certainement parmi l'une des plus complexes du monde et il est difficile de la représenter de manière totalement impartiale.¹ Située anciennement aux confins de différents empires, zones d'influences et aires culturelles², l'ex-Yougoslavie était une union de différentes ethnies dont la dislocation va favoriser la montée en puissance des nationalismes. Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. Pour la première république, les combats ne durent que 10 jours et la paix est scellée par les accords de Brijuni. Par contre, la Croatie comporte une large minorité de Serbes qui proclament l'autonomie pour la Krajina et la Slavonie orientale. Un conflit violent débute ainsi entre les Serbes d'un côté, soutenu par le gouvernement de Belgrade, et le nouvel état croate dirigé depuis Zagreb. La communauté internationale obtient

un cessez-le-feu en avril 1992, déployant la FORPRONU comme force d'interposition entre les deux parties.

Mais les germes de la guerre gagnent la Bosnie. Son président, le leader du Parti pour l'Action démocratique des Musulmans, Alija Izetbegovic, pousse en direction de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le 1^{er} mars, un référendum sur l'indépendance est accepté par 99,7% des votants mais la participation n'atteint que 66,4% des citoyens, soit les membres des communautés Musulmanes et croates. Les membres de la communauté serbe ont, eux, boycotté ce scrutin. Izetbegovic déclare l'indépendance du pays, reconnue le 6 avril par les communautés européennes. Alors que cela avait contribué à la fin de la guerre en Slovénie, l'effet sera inverse pour le territoire bosniaque puisque cela signifie un appel aux armes dans les trois communautés. Les Serbes prennent rapidement l'avantage sur le terrain et contrôlent bientôt 70% du territoire de la Bosnie. Les Musulmans et les Croates concluent alors une alliance de circonstance et enravent les progrès serbes. Dès le début, l'ONU réagit en élargissant petit à petit le mandat de la FORPRONU, que cela soit en termes de missions ou de moyens, mais sans succès néanmoins. Cinquante cessez-le-feu seront conclus entre 1992 et 1995 qui ne seront jamais respectés. Seul un changement de la politique américaine et un engagement plus actif de l'OTAN, notamment par une campagne aérienne, permettront de mettre fin au conflit dès 1994. Les parties alors exsangues sont contraintes à s'asseoir à la table des négociations, ce qui débouche en 1995 sur les Accords de Dayton qui mettent fin à la guerre de Bosnie. Cela marque la fin du conflit mais consacre également l'échec de l'ONU. Sa force de protection est remplacée par la force d'implémentation (IFOR) aux moyens plus robustes et capable d'imposer le cessez-le-feu.

Les Serbes de Bosnie

En 1991, les Serbes représentent 31,4% de la population de Bosnie et ils ne sont hégémoniques que sur 8% du territoire

1 Le mot même « Balkan » porte différentes connotations et illustre à merveille la complexité de la région.

2 Terme à comprendre également dans son sens religieux.



«Sniper Alley» à l'Ouest de Sarajevo. Les barricades et les nombreux accrochages s'expliquent parce que cet axe, qui relie l'aéroport au centre-ville historique, passe devant le quartier orthodoxe de Grabavitz.

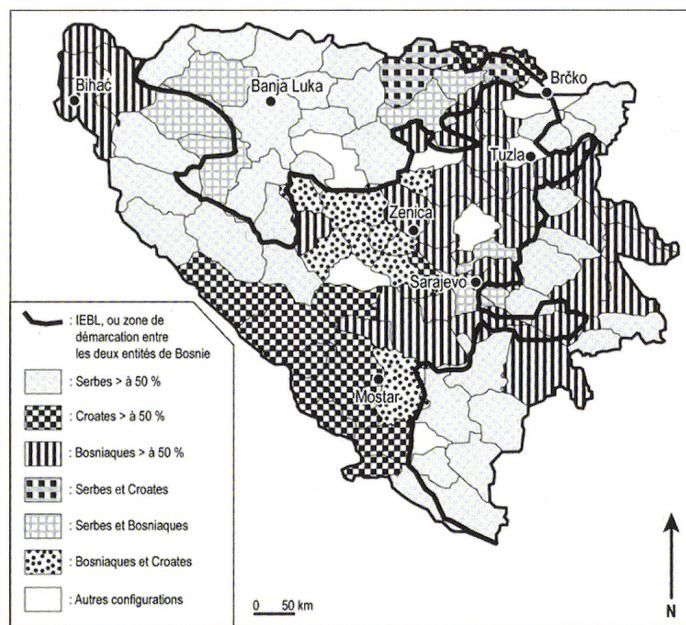
et se mêlent essentiellement avec les Musulmans.³ En cas d'autonomie de la Bosnie, les Serbes deviendraient donc minoritaires, raison pour laquelle ils s'opposent au référendum sur l'indépendance demandé par Alija Izetbegovic. Ce nationalisme s'exprime politiquement au travers du Parti démocratique serbe (SDS), dirigé par Radovan Karadzic, qui réclame le maintien de la Bosnie dans la Fédération ou sa territorialisation sur une base ethnique. Ainsi en 1991, six régions autonomes serbes sont mises en place en Bosnie sous le terme de *Republika Srpska* avec Pale comme capitale. Les régions occupées par les Serbes se situent surtout au sud, à l'est et nord-ouest de la Bosnie dans les régions bordant la Krajina. Le but de guerre sera ainsi d'établir le contrôle territorial sur un couloir allant de Knin à la Serbie, le corridor de Posovina. Par la purification ethnique, on cherche à y obtenir des territoires ethniquement homogènes avec comme but final la création d'une Grande Serbie. La *Republika Srpska* contrôle en 1992 70% du territoire bosniaque. Les Serbes prennent rapidement l'avantage sur les deux autres ethnies car leur armée est la mieux équipée. En effet, en reconnaissant l'indépendance de la Bosnie, la communauté européenne avait demandé à l'armée yougoslave de se retirer. Ce sera fait entre le 4 et le 10 mai lorsque Belgrade retire 20 000 militaires. Mais 80 000 soldats restent en arrière, pour la plupart des Serbes de Bosnie qui forment alors le noyau de l'armée de la république serbe. Le général Ratko Mladic

prend le commandement de celle-ci et peut se baser sur l'encadrement ainsi que le matériel de l'ancienne armée fédérale. Cette armée *régulière* reçoit encore le renfort de groupes paramilitaires comme celle des Tigres, commandés par Zeljko Raznjatovic, plus connu sous son nom de guerre d'Arkan. Ce groupe développera durant la guerre des activités plutôt politico-mafieuses. Enfin les serbes peuvent compter sur le soutien de leurs grands frères de Belgrade, la fédération yougoslave dirigée par Slobodan Milosevic, qui leur apporte soutien politique, matériel et financier. Ce soutien s'effritera toutefois lorsque les USA commenceront à faire pression pour mettre fin au conflit.

Les Croates de Bosnie

Les Croates représentent 17,3% de la population bosniaque et sont hégémoniques sur 16,9% du territoire. Ces populations se situent surtout à l'ouest le long de la Dalmatie et au nord le long de la Slavonie. Politiquement les Croates s'expriment grâce à la Communauté démocratique croate (HDZ), dirigée par Stjepan Kljucic. Les Croates hésitent entre la sécession et le maintien de la Bosnie. Le glissement vers une position intermédiaire est permis par le remplacement à la tête du HDZ de Kljucic par Mate Boban. Deux régions autonomes sont créées, celle d'Herceg-Bosna en Herzégovine occidentale et Bosnie centrale et celle de Posavina au nord de la Bosnie. La communauté croate soutiendra néanmoins le référendum organisé par Alija Izetbegovic. Le 8 avril, un

³ Par hégémonique, cela signifie qu'ils forment le 80% de la population d'une région donnée.



La composition ethnique de la Bosnie avant la guerre.



La Bosnie après les accords de Dayton © Le Monde diplomatique.

conseil de défense croate (HVO) est créé. Celui-ci reçoit également un soutien de l'extérieur, en la personne de la Croatie de Franjo Tudjman nouvellement indépendante. Néanmoins ce soutien n'est pas aussi conséquent que celui apporté par la Yougoslavie à l'entité serbe de Bosnie, puisque la Croatie doit d'abord elle-même équiper et former son armée. Il en résulte que les Croates de Bosnie sont la puissance médiane de la région, reconnaissant l'autorité formelle du gouvernement bosniaque, qui en échange autorise le contrôle du HVO sur l'Herceg-Bosna. Cette alliance se dissipe pourtant rapidement et le HVO louvoiera entre Serbes et Bosniaques tout au long du conflit selon des considérations militaires, politiques et économiques; une *balance of power* pourrait-on dire. Dès 1993 en effet, les Croates se retourneront contre les Musulmans pour combattre en partie aux côtés des

Serbes. En 1994, les Croates se battront à nouveau avec les Bosniaques après que Tudjman et Izetbegovic se soient accordés pour une attaque combinée contre les Serbes. Cette alliance sera formellement scellée par la création de la fédération croato-musulmane de Bosnie.

Les Musulmans de Bosnie

Les populations de confession musulmane représentent 43,7% de la population bosniaque mais ne sont hégémoniques que sur 8% du territoire. Cela explique ainsi la raison pour laquelle cette communauté sera prise en tenaille par les deux autres alors que les populations serbes et croates sont moins bipolarisées. Les Musulmans sont également la seule communauté à ne pas recevoir d'appui direct de l'extérieur, si ce n'est 3'000 Moudjahidin venus mener une hypothétique guerre sainte. Le Parti de l'action démocratique (SDA) musulman d'Alija Izetbegovic, défend une idée confédérale et pluriethnique de la Bosnie. C'est une question de survie puisque les Musulmans sont majoritaires sur l'ensemble du territoire mais minorisés si l'on reprend une logique de cantonalisation de la Bosnie. Mais le SDA participe également à la territorialisation de la Bosnie en proclamant un Conseil national musulman du Sandjak et contribue ainsi au démantèlement communautariste de la Bosnie. Izetbegovic et la communauté musulmane héritent néanmoins de la légitimité et de la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Avec le retrait de l'armée yougoslave, le gouvernement bosniaque décrète ainsi la mobilisation de la Défense territoriale républicaine et appelle les milices apparues sur le territoire bosniaque à s'y intégrer. L'armée de Bosnie-Herzégovine est née, mais elle ne dispose que de peu de moyens et ne peut compter sur un appui extérieur.

Une lecture différente peut nous être offerte en ce qui concerne les objectifs de guerre des différentes communautés; il s'agit de celle de Charles G. Boyd, exprimé dans un article de *Foreign Affairs*. Cette lecture affirme que chaque communauté aurait poursuivi le même but: ne pas devenir une minorité. Cela signifiait pour les Croates de déclarer leur indépendance qui par ricochet, force les Bosniaques à faire de même pour ne pas être esseulé dans une Yougoslavie dominée par les Serbes. Mais par ce fait les Serbes et les Croates de Bosnie devenaient des minorités, raison pour laquelle ils déclaraient à leur tour leur sécession, avec des conséquences funestes puisque les territoires ne sont pas homogènes d'un point de vue ethnique.

L'ONU intervient

Lorsque le conflit éclate en Bosnie, l'ONU est déjà présente dans la région puisque la FORPRONU assure une mission d'interposition en Croatie. Mais elle y rencontre des difficultés et les pays contributeurs sont alors plus concentrés sur cette opération que sur le règlement de la situation en Bosnie. Quarante observateurs sont tout de même déployés dans la région de Mostar. Une opération de maintien de la paix n'est tout bonnement pas possible dans l'espace bosniaque puisqu'il n'y pas de paix, mais la force de l'ONU y fait tout de même son entrée par le biais

d'une mission humanitaire. En 1992, la FORPRONU reçoit en effet la mission de protéger et d'assurer le fonctionnement de l'aéroport de Sarajevo, par le biais de la résolution 758. Ainsi, un bataillon de 1'000 hommes se déploie dans la capitale bosniaque. La découverte de camps et d'actions de purification ethnique fait réagir la communauté internationale mais l'ONU refuse de rentrer dans une épreuve de force. Ainsi il faudra attendre septembre pour que la force de protection soit élargie à toute la Bosnie par la résolution 776 qui augmente les effectifs à 4 ou 5 bataillons d'infanterie pour un nombre d'environ 6'500 hommes. Un général de division en prend le commandement, le Canadien MacKenzie, et si ce déploiement obtient le consentement des parties, elle n'est autorisée à recourir à la force qu'en cas de légitime défense. Avec la même résolution, une No-Fly Zone est proclamée sur la Bosnie. Etant donné l'élargissement du mandat, les effectifs de casques bleus augmentent jusqu'à 25'000 hommes, avec la France comme l'un des principaux contributeurs. Les effectifs grimpent bientôt jusqu'à 38'000 soldats, ce qui en fait la plus grosse mission de maintien de la paix de l'ONU mais la situation sur le terrain ne change pas et la FORPRONU est incapable d'assurer sa mission, perdant par la même occasion tout crédit ainsi que sa neutralité face aux belligérants.

Sur proposition française, des zones de sécurité sont créées et placées sous la protection des Nations-Unies, selon la résolution 836 qui élargit les règles d'engagement de la FORPRONU, toutefois laissant une certaine équivoque sur le mandat confié aux troupes dans la région. Or le contrôle sur les zones est rapidement perdu par la force de maintien de la paix et celles-ci deviennent de véritables zones d'insécurité où les belligérants en profitent pour se rétablir, pratiquer du trafic de toute sorte, etc... Cela envenime plus le conflit que cela ne le calme. La FORPRONU perdra tout crédit lors du massacre de Srebrenica lorsque des casques bleus assistent, impuissants, au massacre des populations qu'ils sont sensés protéger. La pression américaine qui débouchera sur les accords de Dayton permettra de déployer une force plus robuste et plus à même d'imposer et maintenir la paix dans la région : l'IFOR.

Pourquoi un échec ?

Le déploiement en Bosnie se déroule alors que la paix n'est pas encore établie et qu'aucun cessez-feu n'est en vue. Les règles d'engagement (ROE) sont trop restrictives et les troupes pas équipées pour imposer leur mandat. De plus, l'ONU n'était absolument pas prête à conduire une opération de maintien de la paix multifonctionnelle à caractère coercitif. Bien que sous la conduite d'un officier nommé par l'ONU, les différents détachements dépendent de leur chancellerie nationale et sont redéployés selon des priorités nationales et pas selon une décision du Conseil de sécurité. Cela sera notamment le cas avec les contingents français et russes. Ainsi l'ONU fait office de bouc émissaire et est déchiré entre les différentes nations contributrices qui en profite pour imposer leur calendrier. La FORPRONU n'est également pas libre de ses déplacements et dépend du bon vouloir des belligérants. La situation est tellement inextricable

qu'elle en perdra sa neutralité, fait encore accentué par la création des zones de sécurité qu'elle ne peut garantir et font office de refuge pour certaines troupes. Enfin cette intervention sera la démonstration du vide doctrinal qui règne dans le domaine au sein des Nations-Unies puisque cette opération mêle à la fois intervention humanitaire et action coercitive. L'agenda pour la paix de Boutros-Ghali tentera de remédier au problème. Les leçons tirées de cette intervention seront déjà en partie corrigées par l'intervention de l'IFOR, équipée de manière plus robuste, avec un mandat et une conduite claire et dont la mission sera d'imposer la paix obtenue par les Accords de Dayton.

J. G.



Ci-dessus, casques bleus français à proximité de Sarajevo.

Bibliographie indicative :

- Günther Bächler, *Bosnien-Herzegowina : Friedliche Streitbeilegung zwischen Realität und konkreter Utopie*, Zürich, ETHZ, Zürcher Beiträge zur Sicherheitspolitik, Heft Nr. 29, 124 p.
- Robert F. Baumann, George W. Gawrych, Walter E. Kretchik, *Armed Peacekeepers in Bosnia*, Combat Studies Institute Press Fort Leavenworth, Kansas, 243 p.
- Mats Berdal, « Somalie, Bosnie, Rwanda... Fallait-il que l'ONU intervienne ? » in *Le Temps stratégique*, Juin 1995, p. 58-67.
- Xavier Bougarel: *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, 174 p.
- Charles G. Boyd, « Making Peace with the Guilty. The Truth about Bosnia » in *Foreign Affairs*, Volume 74, Nr. 75, p. 22-38.
- Thierry Tardy, *La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995). Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU*, Emile Bruylant, Bruxelles, 1999, 504 p.

Communauté	Organisation politique	Moyens militaires	Soutien externe	Objectifs
Serbe	Parti démocratique serbe dirigé par Radovan Karadzic <i>Republika Srpska</i> rassemblant 6 régions autonomes	Armée de la <i>Republika Srpska</i> : armée conventionnelle équipée en moyens lourds (blindés, artillerie, etc.) sur les stocks de l'ancienne armée fédérale yougoslave et conduite de manière professionnelle par Ratko Mladic Milice de la garde des volontaires serbes d' Arkan : milices aux activités politico-mafieuses Mouvement tchetnik serbe dirigé par Vojislav Seselj	Soutien de la fédération yougoslave de Slobodan Milosevic , au niveau matériel, financier et politique.	Au niveau stratégique : établissement d'une grande Serbie. Au niveau opératif : Etablir des territoires ethniquement homogènes Au niveau tactique enfin les groupes politico-mafieux poursuivent parfois des buts économiques à l'encontre de la logique de leur communauté
Croate	Communauté démocratique croate dirigée par Mate Boban République d'Herceg Bosna	Conseil de défense croate : armée semi-conventionnelle en partie équipée de moyens lourds mais faible en question d'effectifs Forces de libération croates, milice dirigée par Dobroslav Paraga	Soutien de la République de Croatie de Franjo Tudjman au niveau matériel, financier et politique. (moins conséquent que le soutien de Belgrade à l'entité serbe)	Au niveau stratégique : Obtenir une balance des pouvoirs entre les deux entités serbes et bosniaques pour garantir l'équilibre et ne pas être minorisé. Au niveau opératif : Etablissement d'une république d'Herceg Bosna ethniquement homogène Au niveau tactique enfin les groupes politico-mafieux poursuivent parfois des buts économiques à l'encontre de la logique de leur communauté
Musulmane	Parti de l'action démocratique dirigé par Alija Izetbegovic République de Bosnie-Herzégovine	Armée de Bosnie-Herzégovine, organe officiel de la république disposant de jure du monopole de la violence légitime Diverses milices de défense locale	Aucun soutien externe	Au niveau stratégique : Maintien d'une société pluri-ethnique sous la forme d'une fédération pour assurer que les musulmans ne soit pas minorisés Au niveau opératif : territorialisation de certaines régions et les rendre ethniquement homogènes. Au niveau tactique enfin les groupes politico-mafieux poursuivent parfois des buts économiques à l'encontre de la logique de leur communauté